



Contact presse :
Arnaud de BRESSON
Délégué Général
Tel : +33 1 49 27 11 44
[e-mail: bresson@paris-europlace.com](mailto:bresson@paris-europlace.com)

RENCONTRES FINANCIERES INTERNATIONALES
PARIS EUROPLACE - 2 & 3 JUILLET 2008
COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 2 juillet 2008 : Paris EUROPLACE tient, les 2 & 3 juillet, ses Rencontres Financières Internationales annuelles sur le thème « La contribution de la Place Financière de Paris à l'économie mondiale ». Ces Rencontres, présidées par M. Gérard MESTRALLET, Président de Paris EUROPLACE, réunissent plus de 1 500 représentants d'investisseurs, banques et sociétés financières, émetteurs, français et internationaux, avec la participation, cette année, d'une délégation des pays du Golfe, ainsi que de hauts représentants de la Commission et du Parlement européens.

M. Gérard MESTRALLET rappelle, en ouverture, que la crise des marchés financiers a suscité une mobilisation collective des acteurs de la Place financière de Paris. Un groupe de travail, présidé par M. Paul MENTRE, Conseiller, Paris EUROPLACE, a été chargé d'étudier les mécanismes de la crise et d'élaborer des recommandations d'actions, qui ont été portées aux instances européennes et internationales. Parmi celles-ci, la nécessité d'une supervision prudentielle homogène pour l'ensemble des prêteurs, le réexamen du rôle et du mode de fonctionnement des agences de notation, le réexamen des méthodes de valorisation comptables, qui ont montré leurs limites avec la crise du « subprime ».

M. Jean-Claude TRICHET, Président, Banque Centrale Européenne, insiste sur la nécessité de poursuivre l'intégration des marchés financiers européens. Selon une étude de London Economics, l'intégration des marchés européens actions et taux pourrait se traduire par une croissance du PIB de l'ordre de 1% sur une période de 10 ans, soit 100 milliards d'euros. De nouvelles avancées sont souhaitables: il importe que la dynamique d'intégration financière s'accélère avec la mise en œuvre complète du processus Lamfalussy, la mise en place du système européen TARGET-2 en matière de compensation et de règlement-livraison, le renforcement du cadre réglementaire et de l'infrastructure de marché pour les services bancaires aux particuliers avec l'application de SEPA (Espace Unique de Paiements en Euro).

M. Jean-Claude TRICHET souligne enfin que « la coopération mondiale face à la crise a été efficace mais que de nombreux défis sont encore devant nous ». Des progrès doivent être réalisés en matière de renforcement de la transparence, de gestion des risques de liquidité et de consolidation des dispositifs institutionnels de coopération entre les différentes autorités responsables.

Mme Christine LAGARDE, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, souligne la détermination du gouvernement concernant l'attractivité de la Place financière de Paris. Les nouvelles mesures, actuellement en discussion au Parlement dans le cadre du projet de Loi de Modernisation de l'Economie, qui résultent des travaux du Haut Comité de Place, concernent:

- allègement de la procédure d'appel public à l'épargne (APE) pour faciliter la cotation d'émetteurs internationaux sur la place de Paris ;

- nouvelles mesures d'attractivité dans l'industrie de gestion, élargissement des instruments pour la gestion alternative (fonds fermés, fonds ARIA III...), nouvelles mesures en faveur du capital investissement ;
- amélioration du statut des cadres impatriés pour offrir un système plus incitatif aux cadres étrangers qui viennent à Paris, sur le même modèle que le « Non Dom » britannique.

Mme Christine LAGARDE indique que les objectifs de réforme ont concerné 2 axes: une fiscalité plus attractive avec notamment la mise en place du bouclier fiscal à 50%, la suppression de l'impôt de bourse, et un système juridique modernisé avec la création d'un compartiment de marché sur NYSE Euronext réservé aux investisseurs professionnels.

Mme Christine LAGARDE indique que les prochaines initiatives concernent la finance islamique et la finance carbone. Des 1ères mesures ont été prises par l'AMF autorisant la commercialisation d'OPCVM sharia compatibles. De nouvelles initiatives viennent d'être mises en place par l'AMF visant à faciliter les procédures d'émissions de Sukuks sur la Place de Paris et des incitations fiscales sont à l'étude pour faciliter les opérations de banque et d'assurance islamique (takaful). Des réflexions sont également en cours dans le domaine de la finance carbone dans le prolongement du rapport établi par le groupe de travail «Climat et Innovations Financières », présidé par M. Jean-Pierre CLAMADIEU, Président Directeur Général, Rhodia.

M. Gérard MESTRALLET rappelle les priorités proposées par Paris EUROPLACE pour la Présidence française de l'Union européenne. La poursuite de l'harmonisation européenne, dans le domaine de la régulation et de la supervision, est une priorité stratégique.

Les priorités sectorielles sont les suivantes :

- lancement de la directive sur la gestion d'actifs ainsi que la directive Solvency II sur les risques d'assurance ;
- approfondissement de la réflexion sur les normes comptables et renforcement de la participation des utilisateurs à la gouvernance de l'organisation des normes comptables (IASB) ;
- banque de détail : harmonisation des règles de protection des investisseurs ;
- post-marché : l'Europe est encore trop fragmentée. Une action doit être entreprise au delà du Code de bonne conduite pour favoriser l'émergence d'acteurs industriels européens compétitifs ;
- dialogue transatlantique : accélérer le processus de « mutual recognition » et la convergence réglementaire.

Paris EUROPLACE a engagé une réflexion commune avec la City de Londres, comme avec la Place de Francfort, pour approfondir les thèmes de consensus sur ces différentes priorités.

Les 15èmes Rencontres Financières Internationales Paris EUROPLACE ont été organisées grâce au concours de nos partenaires: AFTB, Bluenext, BNP Paribas, BNP Paribas Investment Partners, Caisse des Dépôts, Capitalcom, Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières (FSIF), Gide Loyrette Nouel, HSBC, Météo France, NYSE Euronext, Observatoire de la Communication Financière (OCF), Société Générale, Société Générale CIB.